



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

Objet de la
délibération:
**Motion -
"Cohabitation"
pâturage et loups**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOIS pouvoir à Stéphan CERET, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Richard STRAMBIO, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Christine PREMOSSELLI pouvoir à Sylvie FRANCIN, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES, Alain HAINAUT, Florence LEROUX, Christine NICCOLETTI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : - 7 JUL. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
- 8 JUL. 2015
Affiché le

Mes Cher(e)s Collègues,

Notre territoire étant concerné par la problématique importante de la prédation par les loups, je vous propose d'adopter la motion suivante :

« En France, comme dans de nombreux autres pays de l'Union Européenne, le loup a fait sa réapparition depuis 1992.

Depuis, il est en croissance démographique constante sur le territoire national et notamment dans le Haut-Var, en raison d'un environnement favorable et de leur statut d'espèce protégée.

Régulièrement, des troupeaux subissent des attaques de loups. C'est ainsi qu'au 31 août 2014, il a été comptabilisé 252 attaques de loups ayant entraîné la mort ou la blessure de 683 animaux.

Ainsi, il est essentiel de s'interroger sur la question du loup qui se révèle être catastrophique pour les éleveurs.

Les mesures de protection et de défense prises par l'État se révèlent insuffisantes face à la réalité du terrain et rien n'arrête la prédation.

À terme, c'est tout un pan de notre patrimoine, de nos filières de production ainsi que des milliers d'emplois induits non délocalisables qui risquent de disparaître.

Nous souhaitons qu'une politique claire de régulation soit engagée.

Nous voulons réaffirmer que le pastoralisme dans le Haut-Var et plus particulièrement en Dracénie est une activité économique agricole indissociable de notre territoire. Au-delà de son caractère économique et patrimonial, le pastoralisme en évitant la fermeture du milieu naturel est une garantie pour la biodiversité.

Les élus du Conseil d'agglomération de la Communauté d'Agglomération Dracénoise refusent la cohabitation passive du loup avec les troupeaux et demandent des actions concrètes aux niveaux local, national et européen pour une régulation efficace du loup.

Ils demandent donc :

- Le déclassement du loup d'espèce protégée,
- L'établissement d'une politique de régulation du loup efficace,
- Le droit pour les bergers et éleveurs de tir dès la première attaque,
- La généralisation, à tous les territoires concernés par la prédation, de la mesure de prélèvement de loups lors de battues et de chasses à l'affût ou à l'approche de grand gibier. »

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 54 voix pour 4 abstention(s) :

Stéphane CERET, Brigitte DUBOIS, Sylvie FRANCIN, Christine PREMOSELLI décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var